

CYRANO

[KARIM EMILE BITAR's BLOG : Books and Published articles, Current Events, Thought-provoking quotes, USA, France, Middle East, Literature, Cinema, Arts... LE BLOG DE KARIM EMILE BITAR : Livres, articles et publications diverses, Littérature, Politique, Etats-Unis, France, Moyen-Orient, Art, Citations...](#)

Aide | Ce blog est édité grâce au concours de WordPress

10 septembre 2008, par [Karim Emile BITAR](#)

Keynésianisme et social-démocratie, par Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent

Ci-dessous la contribution de Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent au dossier sur l'avenir de la social-démocratie, paru dans le No 381 (mai 2008) de L'ENA hors les murs :

Keynésianisme et social-démocratie

Par **Jean-Paul Fitoussi**

Professeur à Sciences-po Paris et à l'université Luiss de Rome

et **Éloi Laurent**

Économiste senior à l'OFCE (Centre de recherche en économie de Sciences-po) et enseignant à Sciences-po, Stanford University et le Collège des hautes études européennes

John Maynard Keynes était-il social-démocrate ? À la première lecture de son « Suis-je radical ? » (1925), le sentiment qui l'emporte est que, non content d'adhérer au projet de la social-démocratie, il a de surcroît contribué à en forger une des définitions les plus subtiles. Après les provocations rhétoriques d'usage – « la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite », « si je dois revendiquer des avantages pour une fraction de la société, autant que ce soit pour celle à laquelle j'appartiens » – Keynes s'emploie bel et bien à définir en termes clairs une « troisième voie » qui s'apparente à un socialisme réformateur du capitalisme, récusant les conservateurs comme le Labour Party. « Y a-t-il place pour autre chose au milieu ? » demande-t-il.

Mais cette « troisième voie » entre détenteurs du capital et défenseurs du travail, c'est pour Keynes le chemin de la raison qui serpente au beau milieu des dogmes partisans dans les deux camps, et non entre eux. Keynes voit poindre la social-démocratie entre « une droite composée d'ultra réactionnaires » et « une gauche composée... de libres-échangistes » chez les conservateurs et entre « une gauche composée d'adeptes de la catastrophe » et « une droite » portée par l'esprit « réformateur » chez les socialistes. Comme souvent avec Keynes, la maestria intellectuelle ne s'abîme pas dans le superficiel : elle sert une pensée profonde. La social-démocratie est ici l'espace de la nécessaire contradiction intellectuelle ménagée entre les extrémistes des deux rives. Il parlera dans « Radicalisme et Socialisme » (1926) de « tous ceux, à quelque parti qu'ils appartiennent, qui désirent voir appliquer les principes de progrès social, et estiment qu'un trop long retard dans leur application risque d'exposer le pays à des solutions extrêmes. »

Mais, s'il est assez intelligent pour définir la social-démocratie, Keynes est bien trop élitiste pour vouloir y appartenir. Ceci se ressent surtout dans ses « Perspectives économiques pour nos petits-enfants »¹. Keynes y rejette sans appel le capitalisme déchaîné au motif de l'avidité supposée des agents économiques et de leur comportement égoïste. Mais son aversion est d'ordre esthétique, elle n'est ni morale, ni politique. L'âge de l'abondance dont il entrevoit l'avènement – la fin du problème économique – s'il est promis à tous, ne bénéficiera vraiment dans un premier temps qu'aux *happy few* : « ... ce seront les gens qui peuvent continuer à vivre, et à cultiver l'art de vivre pour lui-même jusqu'à ce qu'ils aient atteint une plus haute perfection, qui ne se vendent pas pour exister, qui seront à même de jouir de [l'] abondance lorsque [celle-ci] sera atteinte ». L'abondance de masse que produira la social-démocratie jusque dans les années 1970 dans le monde industrialisé, se fera encore sous l'égide de « l'amour de l'argent ». La « bourgeoisie éduquée » qui saura s'en délivrer, ceux de Eton et du cercle Bloomsbury, sont les élus du nouveau paradis terrestre keynésien d'après la fin de l'Histoire (économique). Ils ont eu le privilège d'acquérir les biens de luxe, l'éducation supérieure, la compréhension et l'amour des arts,

etc. car ils avaient les moyens de se les offrir et tout le loisir de les apprécier. Les autres, « les personnes ordinaires sans talent particulier », devront s'élever d'eux-mêmes afin de profiter pleinement de la nouvelle liberté à laquelle ils ont droit. Les premiers ne seront pas les derniers, mais bien les premiers. Bien sûr, avec le temps et dans un monde d'abondance, on peut espérer que la classe des élites s'élargisse toujours plus. Mais il n'est pas certain que Keynes le souhaite.

Keynes n'était donc vraisemblablement pas social-démocrate de cœur mais de raison et comment nier, en effet que le keynésianisme fut le meilleur allié de la social-démocratie ? Il y a en fait deux périodes dans la seconde moitié du 20^e siècle, que l'on peut nommer par commodité « les trente keynésiennes » (1945-1975) et les « trente friedmaniennes »² (1975-2005). La première période voit émerger dans le monde occidental, principalement en Europe, un modèle de société et un régime de croissance cohérents, qui articulent un pilotage de l'activité par des politiques macroéconomiques actives et l'expansion de l'État providence dans un monde relativement clos où le progrès technique est incrémental. La deuxième période voit la mise sous tutelle des politiques budgétaire et monétaire et le dérèglement puis le reflux de la protection sociale dans un monde où l'innovation s'accélère et les frontières cèdent, avec la bénédiction des États, sous la pression des flux de capitaux et de marchandises. La social-démocratie triomphante au cours des « trente keynésiennes », c'est la combinaison du suffrage universel enfin réalisé et du capitalisme contenu par les mécanismes imaginés par Keynes, le capitalisme « sous tente à oxygène » selon le mot de Schumpeter, permettant l'augmentation des niveaux de vie du plus grand nombre. La social-démocratie inquiète et suspecte des « trente friedmaniennes », c'est la crise d'efficacité qui se mue en crise de légitimité et le procès intenté au keynésianisme de brider les forces bienfaisantes du marché.

La social-démocratie a-t-elle aujourd'hui irrémédiablement divorcé d'avec le keynésianisme ? Non dirait Samuelson en prenant pour

exemple le modèle « nordique » (Suède, Norvège, Finlande, Islande et Danemark), le plus proche aujourd'hui de l'idéal social démocrate, qui combine efficacité économique, justice sociale et libertés individuelles. Apanage de « petits pays » dont la stratégie de croissance est fondée sur la compétitivité et l'ouverture économique et la stratégie de gouvernance sur l'homogénéité et la confiance sociales, il concilie ce que le modèle social « continental » (France, Allemagne) paraît désormais condamné à opposer : la croissance et la justice. Autrement dit le système nordique n'est « modèle » que pour lui-même. Les « grands pays » d'Europe, moyens à l'échelle du monde, doivent renoncer au keynesianisme sous peine de renouer avec les déséquilibres du passé : la stagflation. Le fossé entre keynésianisme et social-démocratie grandit encore lorsque l'on réalise que l'activisme et la réactivité budgétaire et monétaire sont aujourd'hui le fait de pays « libéraux » (États-Unis, Royaume-Uni) qui en usent pour garantir un niveau d'activité économique visant à compenser en partie la faiblesse de leur Etat providence.

Comment, alors, réconcilier keynésianisme et social-démocratie ? En passant de l'économie keynésienne à l'économie de Keynes, selon le beau titre du livre d'Axel Leijonhufvud. L'investissement est en effet au cœur de la « théorie générale », tant ses évolutions erratiques, conformes aux « esprits animaux » des entrepreneurs, pouvaient engendrer de la souffrance sociale. L'investissement public – la provision de biens publics – et la stabilisation de l'investissement privé sont les instruments privilégiés d'une croissance socialement équilibrée. Un des moyens d'y parvenir consiste à affirmer que la première des protections sociales est l'éducation, et la seconde l'emploi. Le keynésianisme ne doit plus être compris au sens étroit comme la gestion métronomique des fluctuations de court-terme, d'ailleurs largement hors de portée, mais comme l'assurance de l'avenir. La frontière entre court terme et long terme, qui a trop longtemps servie de prétexte pour réfuter de mauvaise foi le keynésianisme au motif de sa supposée simplicité, n'a plus guère de sens dans les économies dynamiques. La combinaison d'un Etat providence, qui prendrait au sérieux son rôle d'assureur social, et d'un Etat macroéconomique, qui stabiliserait constamment le niveau

d'activité économique, est le *policy mix* adapté à une économie ouverte et concurrentielle et le socle du développement, défini par Amartya Sen comme l'expansion des libertés réelles. Ainsi revisité, le keynésianisme apparaît comme l'instrument par excellence de la régénérescence de la social-démocratie.

1 – Voir Jean-Paul Fitoussi, « La fin de l'histoire (économique) », *Revue de l'OFCE* n°102, été 2007.

2 – Du nom de l'économiste américain, fondateur et théoricien du néo-libéralisme, Milton Friedman (1912-2006).

Cette entrée a été publiée dans [Actualité](#), [Current Events](#), [Economics](#), [Economie](#), [France](#), [Histoire](#), [History](#), [Intellectual Life](#), [NOTES EN FRANCAIS](#), [Paysage intellectuel](#), [Philosophie](#), [Philosophie politique](#), [Philosophy](#), [Political Philosophy](#), [Politics](#), [Politique](#), [Social](#), [Social-démocratie](#). Vous pouvez la mettre en favoris avec [ce permalien](#). |